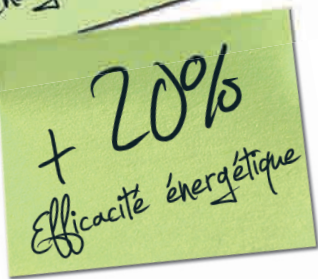


11^e ASSISES DE L'ÉNERGIE du climat et de l'air DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



3 x 20

bonnes pratiques

POUR AGIR

www.assises-energie.net

Réalisé par :



En partenariat avec :



GDF SUEZ

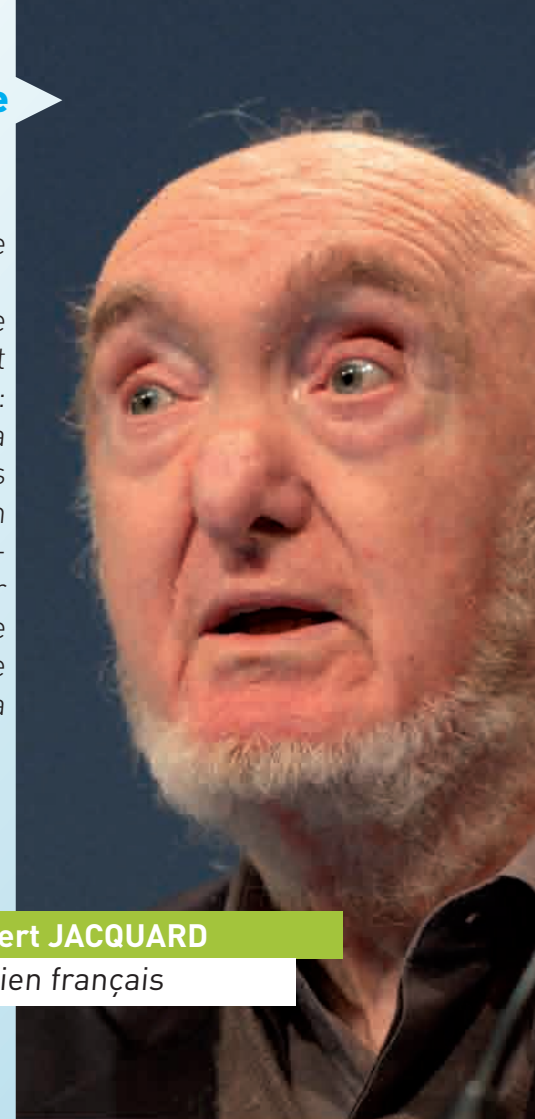


«A TOI, À MOI, À NOUS TOUS»

«La façon dont l'humanité s'est occupée du pétrole est quelque chose de grotesque. Dès l'origine, il faut se poser cette question : « ce pétrole, à qui la Terre le donne-t-elle ? » Il n'y a pas d'autre réponse que « la Terre fait ce cadeau à tous les hommes, et à égalité ». C'est par là qu'il faut commencer, en répondant à la question suivante : « A qui cela appartient-il ? A qui la Terre en fait-elle cadeau ? » La réponse est : « à toi, à moi, à nous tous ». Comment justifier alors qu'une telle richesse appartienne à quelques-uns ? Le pétrole est un cadeau que la Terre fait aux hommes. Mais ce pétrole, qu'en avons-nous fait ? Pour s'approprier ces richesses qui nous sont données par la Terre, il est nécessaire de réviser en profondeur le concept même de droit de propriété. Et tant que l'on ne posera pas le problème de la répartition des richesses non renouvelables de la Terre, on ne fera rien d'utile.»

Albert JACQUARD

Généticien français





**“2020,
c’est demain”**

Michel DELEBARRE

*Ancien ministre d’Etat, député-maire de Dunkerque,
président de la Communauté urbaine de Dunkerque.*

“

Depuis 2008, plus de la moitié de la population mondiale vit en ville ; c'est plus de 70 % pour les pays riches. C'est aussi en milieu urbain que sont produits les trois-quarts des émissions de CO2 et que sont consommés 75 % de l'énergie mondiale. Voilà pourquoi l'installation des collectivités territoriales dans la réflexion mondiale sur les objectifs climatiques est l'une des réussites de Copenhague. La moitié des mesures à prendre relève de la compétence des territoires. Qu'il s'agisse de transport, d'urbanisme, d'habitat, de consommation, de traitement des déchets... Autant de domaines pour lesquels les solutions doivent se décliner à l'échelon local. La lutte contre le réchauffement climatique se joue concrètement dans les territoires. Plus que jamais, il nous faut repenser nos agglomérations et bâtir la ville basse consommation, voire la ville à neutralité carbone. 2020, c'est demain, mais c'est aujourd'hui qu'il se prépare. C'est maintenant qu'il faut dessiner la ville du 21^e siècle.

”

Démocratie participative

IMPLIQUER LES CITOYENS PAR LE JEU

Le Grand Lyon appelle à la rescousse la démocratie participative sur un mode original.

La communauté urbaine du Grand Lyon cherche à modifier les comportements des habitants d'une manière assez singulière. À l'aide d'un jeu de société, des Grand Lyonnais volontaires se sont glissés dans la peau de profils de citoyens. Par exemple, Monsieur Martin est inactif, a de faibles revenus, trois enfants et il habite en périphérie. Un profil différent de celui de Madame Dupont, active à hauts revenus, sans enfants et habitant le centre ville. Le premier est dépendant de son véhicule, la seconde prend l'avion pour ses vacances. À partir de quatre variables tirées au sort, le groupe identifie les écueils en matière de loisirs, de déplacements et d'habitats. Les participants formulent ensuite des propositions d'amélioration ou ébauchent des pistes d'actions. La démarche pose concrètement les problèmes, et a très vite séduit les élus et les pouvoirs publics.

Pierre CRÉPEAUX

Chargé de mission Plan Climat au Grand Lyon





Rural - énergies renouvelables

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RURAL

La communauté de communes du Mené, dans les Côtes d'Armor, met les bouchées doubles pour faire résonner son slogan « le rural : une idée d'avenir ». A terme, l'objectif est d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables avec l'installation d'une entreprise productrice d'huiles végétales, un projet éolien, une usine de méthanisation, etc...

Michel FABLET

Président de la communauté de communes du Mené

EN FINIR AVEC LA DÉPERDITION THERMIQUE

En utilisant la thermographie, Cerene Services, entreprise troyenne, propose de visualiser les déperditions thermiques des bâtiments. Par les toitures ou les façades, les fuites de chaleur sont des puits sans fond pour les budgets. L'exploitation de ces cartes colorées permet de localiser les zones qui méritent les travaux les plus urgents.

Thermographie



Anthony GAYAUD

Cerene Services



Construction BBC

L'ISOLATION MADE IN DUNKERQUE

Pour contrer le parpaing traditionnel, Cogetherm commercialise des blocs de pierre ponce. L'entreprise dunkerquoise garantit une excellente isolation phonique et thermique, tout en luttant contre l'humidité. Les constructeurs de bâtiments BBC jettent d'ailleurs leur dévolu sur leurs blocs de 45 cm.

Emelyn PLANCKE

Cogetherm

Futur

ANTICIPER LES CHANGEMENTS

Seule une perception globale des bouleversements climatiques permettra de trouver des réponses techniques, juridiques ou organisationnelles adaptées. Pour étudier les impacts du changement climatique sur le sol français, la Caisse des dépôts a lancé un programme de recherche. Sécheresse intense et feux de forêts au sud de la Loire, littoraux menacés par l'érosion et la submersion, risques d'inondations urbaines... Et de préconiser l'atténuation et l'adaptation pour faire en sorte que cela arrive le plus tard possible.



Alexia LESEUR

Caisse des dépôts



Tourisme

JEUX D'HIVER

Pour répondre aux enjeux du 3x20, les stations de ski doivent d'adapter et changer de modèle. Principale préoccupation, leurs canons à neige consomment de manière excessive l'électricité et l'eau. Chaque machine à fabriquer l'or blanc avale en moyenne 5 000 m³ d'eau par an. La Région Rhône-Alpes a décidé de ne plus les subventionner. En revanche, elle aide les stations de ski à se tourner vers le tourisme multi-saison.

Christian LABIE

Président de Rhône Alpes Energie Environnement

Financement

PASSER CHAQUE EURO AU CRIBLE

«Chaque euro dépensé doit être passé au crible de son contenu carbone. On ne peut pas financer les efforts pour accompagner le 3x20 et dans le même temps continuer à financer la construction d'autoroutes.»



Sandrine MATHY

Présidente du Réseau Action Climat (RAC-France)



Monde industriel

TOTALGAZ S'ENGAGE

Trois réponses de l'énergéticien au 3x20.

Pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, l'entreprise fait d'abord appel à de gros porteurs pour le transport : moins de camions égale moins de CO₂. Ensuite, pour aider ses clients à faire des économies d'énergie, Totalgaz offre des chèques Eco-Déclic et subventionne l'installation de panneaux solaires ou de chaudières à condensation. Des aides cumulables jusqu'à un plafond de 2 800 euros. Le groupe gazier associe enfin à ses projets différents acteurs, dont Tenesol. Cette filiale (à 50 %) de Total spécialisée dans la fabrication et la diffusion de panneaux photovoltaïques a vu son activité croître de 50 % en 2009.



Marc TOUZET et Marc GEERART

Total Gaz

Transport individuel

« NE PAS REPRODUIRE LES MÊMES ERREURS »

Il faudra attendre 2020 pour produire des voitures électriques. En effet, tant qu'il y aura autant de charbon dans la production électrique européenne, il ne faudra pas forcer la dynamique de la voiture électrique : ce serait contre productif. Il faut commencer par chasser le charbon du système électrique. Ensuite, il faudra éviter un second écueil : le rêve d'une planète avec 4 milliards de voitures électriques. Mais où allons-nous trouver le lithium pour fabriquer autant de véhicules ?

Nous ne pouvons pas reproduire les erreurs du passé - fabriquer une voiture par citoyen - alors que le défi des années à venir est de réduire le nombre de véhicules ! Dans les mentalités, posséder une voiture et rouler en ville doit devenir « idiot ». La voiture ne doit être qu'un élément dans un programme de mobilité repensé.



Claude TURMES

Député au Parlement européen



Technologie

LOUN, LA LOUPE AUGMENTÉE

La drôle de loupe qui vous fera aimer la marche à pied.

La technologie est souvent un allié du 3x20. LOUN est une loupe qui utilise le principe de la réalité augmentée et qui affiche des contenus numériques complémentaires des images réelles. Par exemple, pour se diriger dans la rue, cette loupe vous guide en affichant des flèches (virtuelles) sur le sol. Ces applications, riches et nombreuses, feront de la marche à pied un concurrent encore plus sérieux pour la voiture.

Philippe MALLEIN

Sociologue de l'usage, CNRS, conseiller scientifique - Innovation et usage au CEA

CHANGER DE BOUSSOLE

« Le PIB n'est pas une bonne boussole. En effet, sa croissance est de plus en plus un problème et de moins en moins une solution. A partir de certains seuils, la croissance est déconnectée des indicateurs de bien-être. Je pense qu'aujourd'hui, une croissance de la qualité et de la durabilité est possible. Mais pour cela, il faut remplacer la finalité matérielle par la finalité sociale et écologique. [...] Je suis en accord avec le principe du 3x20, mais je proposerais d'y ajouter, sur la base d'indicateurs appropriés, un objectif de réduction de 20 % des inégalités sociales. »

PIB



Jean GADREY

Professeur émérite d'économie à l'Université de Lille I, membre de la Commission Stiglitz et animateur du collectif FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse)



Labels

FAIRE CONFIANCE AUX LABELS

Le label Cit'ergie, déclinaison française du European Energy Award, vient d'être décerné à la Ville de Rennes. Dispositif à forte valeur ajoutée, il impose 87 actions dans six domaines, dont l'eau, le patrimoine et la mobilité. Même si une ville n'obtient pas ce label, la démarche guide vers l'excellence : la méthode et l'accompagnement font rapidement passer les collectivités à l'action.

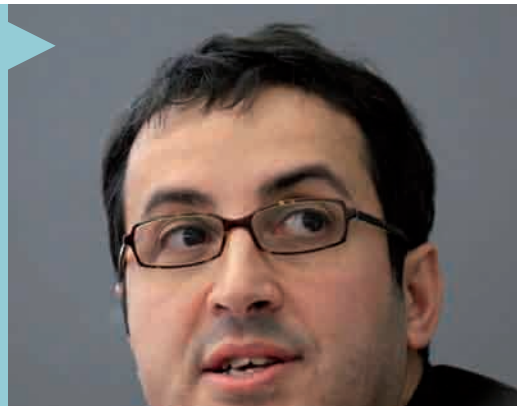
Brendan CATHERINE

Chargé de mission énergie-environnement, Ville de Rennes

Urbanisme

BALLE DANS LE CAMP DES SCOT ET PLU

L'observation des projets européens indique une transformation de l'approche urbanistique : l'énergie est aujourd'hui croisée avec l'urbanisme. Si les outils d'urbanisme ne peuvent qu'encadrer une activité et non la provoquer, le Grenelle 2 prévoit une avancée notable : les futurs SCOT et PLU incluent de l'évaluation environnementale et auront leur mot à dire sur le volet énergie des projets.



Taoufik SOUAMI

Maître de conférences à l'Institut français d'urbanisme, Université Paris 8

« NOUS AVONS À APPRENDRE LES UNS DES AUTRES »

« A quoi servent les Assises ? C'est un grand moment d'échanges entre des personnes qui, chacune dans leurs responsabilités, sont engagées sur ces questions. Ces moments d'échanges sont importants car nous avons énormément à apprendre les uns des autres. Ce n'est pas par la loi ou la réglementation fiscale que nous changerons... les capacités humaines sont fondamentales dès lors qu'il s'agit de modifier progressivement nos modes de vie pour aller vers la basse consommation énergétique et la haute qualité de vie. Nous ne sommes pas dans le registre de la frustration mais du plaisir.

Les Assises sont aussi le lieu de la construction collective et d'apprentissage de types de rencontres que l'on peut reproduire chez soi : le contenu compte autant que la forme des Assises. »

Gérard MAGNIN

Délégué général, Energies-Cités



LE PLU ÉCOLO DIJONNAIS

Le nouveau Plan local d'urbanisme de Dijon fera de la ville une référence en matière d'écolo-urbanisme à horizon 2020.

L'Ecoplou de la Ville de Dijon repose sur 4 idées maîtresses : **une ville évolutive** avec la construction d'une « épine dorsale » (20 Km de tramway), l'objectif annuel de 1 000 logements nouveaux, l'évolution de la mixité sociale (40 % de logements sociaux) et donc de la sociologie des quartiers ; **une ville mobile**, avec une organisation des quartiers requérant moins de déplacements (TGV au cœur de la ville, adaptation des espaces publics, réduction de la circulation des voitures en ville...) ; **une ville mosaïque** grâce à la mixité fonctionnelle : renouveler la ville sur elle-même par la mutation de quartiers ou d'espaces vers d'autres fonctions ; **une ville environnementale** : le neuf sera construit exclusivement dans le cadre des « écoquartiers ».

A close-up portrait of Jean-Patrick Masson, a man with short grey hair and glasses, wearing a blue shirt. He is looking slightly to the left of the camera with a neutral expression.

Jean-Patrick MASSON

Adjoint au maire de Dijon, délégué à l'écologie urbaine et vice-président du Grand Dijon pour l'environnement.



Précarité énergétique

LA LUTTE S'ORGANISE

Le dispositif d'aides pour ceux qui souffrent de la précarité énergétique se concrétise.

Pour 3,4 millions de ménages français, la dépense énergétique représente plus de 10 % du budget. Conséquences : restrictions financières, danger sanitaire et isolement social. Partenaires sociaux, du logement et de l'énergie se rassemblent autour du réseau RAPPEL pour trouver ensemble des solutions.

Franck DIMITROPOULOS

Directeur B.C.E et Animateur du réseau R.A.P.P.E.L

Précarité énergétique

Parmi elles, le fonds de solidarité logement qui aide les familles à payer les factures, les tarifs sociaux pratiqués par EDF, l'aide aux travaux issue du Grenelle de l'environnement et le crédit d'impôt développement durable. Dans le cadre du fonds de solidarité logement, les conseils généraux ont lancé une vingtaine de dispositifs d'évaluation des logements. Enfin, pour détecter les ménages en situation de précarité énergétique, un dispositif massif de visites à domicile (visant 60 000 visites par an) est en marche. Des équipements minimum amélioreront les conditions de vie des familles.

Marie MOISAN

Chargée des missions précarité énergétique, CLER



ABANDONNONS UN MODÈLE QUI A VÉCU

Sur les nouveaux modèles d'urbanisme, les autres villes du monde ont beaucoup à apprendre à l'Europe et à la France.

La France persiste à suivre un modèle urbain en perdition, sans le remettre en cause radicalement : pour elle, la ville de demain ressemblera à celle d'hier. Or, il ne suffit pas de construire des tramways et de négocier SCOT ou PLU : un basculement complet de ce modèle remettant en cause les codes urbains traditionnels s'impose. D'autres continents ont abandonné ce modèle ancien. Aux Etats-Unis, ce sont désormais les catastrophes naturelles qui guident l'aménagement urbain. L'Australie est poussée à repenser la ville depuis les gigantesques incendies. Pékin a également opéré un basculement très rapide en bannissant la voiture qu'elle a découverte il y a à peine 10 ans : vive le pétrole cher ! La Californie, vouée au culte de la voiture, a réélu Arnold Schwarzenegger parce qu'il a annoncé vouloir attaquer les constructeurs de voitures... !

François BELLANGER

Consultant et directeur de Transit City



« LA SUÈDE A RÉUSSI À BRISER UN DOGME »

« C'est lors de la crise du pétrole en 1973 que la Suède s'est rendu compte de sa dépendance à cette énergie. Le pays a alors connu une crise de conscience collective, d'abord sur un souhait commun de réduire cette dépendance et sur la valeur de la nature. Cette prise de conscience a créé jusqu'en 1990 un terrain propice aux réformes.

La taxe carbone a été introduite en Suède en 1991. Pour une meilleure acceptation, le Gouvernement – avec le soutien de l'opposition – avait mené un travail de pédagogie assez soutenu avec comme arguments la nécessité de réduire l'impôt sur les revenus et de changer la mentalité de la fiscalité en Suède. Les Suédois ont compris ces arguments et les ont suivis. [...]

Si le niveau de taxation était resté identique à celui de 1990, l'augmentation des émissions de CO₂ aurait atteint les 20 %. Or l'augmentation de la taxe carbone s'est traduite par une diminution de 9 %. Ce que soutiennent tous les politiques – de droite ou de gauche – en Suède, c'est qu'avec une croissance économique qui dans la même période a augmenté de 44 %, la Suède a réussi à faire tomber le dogme selon lequel le progrès économique n'est possible que si on écarte le souci écologique. »

A portrait of Per Holmström, a man with a beard and glasses, wearing a dark suit, white shirt, and a patterned tie. He is speaking into a microphone, looking slightly to the left of the camera. The background is a solid blue color.

PER HOLMSTROM

Ministre Plénipotentiaire à l'ambassade de Suède en France



Rupture

100 % RENOUVELABLE À GENÈVE

En 2050, la Ville de Genève chauffera l'ensemble de son patrimoine immobilier (800 bâtiments) avec des énergies 100 % renouvelables. Pour atteindre cet objectif, en plus d'une diminution de 50 % des consommations de chauffage, elle mise sur des solutions alternatives comme la biomasse, la géothermie ou le solaire thermique.

Valérie CERDA

Chef du service, Ville de Genève

Rupture

EXEMPLARITÉ ET DÉBAT

Pour être exemplaires, les collectivités locales doivent être cohérentes dans leurs actions. Par exemple, en pensant réseaux de chaleur avant d'installer systématiquement le gaz et l'électricité dans toute rénovation de bâtiment. Un lieu de débat au sein même des collectivités (autre que les conférences régionales) doit être trouvé pour aborder tous les sujets sous l'angle de l'énergie et du climat.



Nicolas GARNIER

Délégué général, Amorce



Rupture

3 ESPOIRS ET 1 CRAINTE

Pour atteindre le 3*20 d'ici 2020, Vincent Renard met ses espoirs dans l'organisation des collectivités locales, dans les finances locales et dans le Grenelle 2. Sa crainte : la prolifération législative.

Vincent RENARD

Directeur de recherche, CNRS

Grenelle 2

LE GRENELLE 2, VITE

Le changement climatique est aussi une question de crédibilité : en s'engageant concrètement, les collectivités territoriales seront cohérentes avec le sens de l'action française. Le Grenelle 2, qui leur donne plus de marge de manœuvre, doit maintenant s'enclencher rapidement pour que la France conserve sa crédibilité sur le sujet.



Philippe TOURTELIER

Député de la circonscription Rennes Nord

LE CHANGEMENT VIENDRA DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

A la sortie du sommet de Copenhague en décembre 2009, l'heure du bilan et des actions a sonné.

Avancer de concert, c'est l'une des règles que voulait insuffler aux grandes Nations le sommet de Copenhague. Le sujet de la fiscalité, par exemple, fait débat à Bruxelles alors que l'Europe est soumise à la règle de l'unanimité : sans engagement, a minima européen, difficile pour la France d'imposer des règles écologiques à ses industries quand leurs concurrents étrangers n'y sont pas soumis. Devant l'urgence écologique et l'absence de consensus à Copenhague, elle ne peut cependant pas rester les bras croisés. « Le changement viendra de la société civile » si l'on en croit la déclaration d'Arnold Schwarzenegger à Copenhague... Historiquement, la société civile est bel et bien à l'origine de grandes évolutions mondiales (mouvement féministe, mouvement anti Viet Nam...). Corinne Lepage confirme : « le seul rayon de soleil de Copenhague est venu des collectivités territoriales ».

A close-up photograph of Corinne Lepage, a French politician, speaking into a microphone. She has short dark hair and is wearing a black top and a light-colored scarf. The background is dark.

Corinne LEPAGE

Députée au Parlement européen

« COPENHAGUE N'A PAS ÉTÉ QU'UN ÉCHEC »

« Je considère que Copenhague a atteint des objectifs, même s'ils ne sont pas à la hauteur des objectifs annoncés (peut-être trop ambitieux). Des éléments importants doivent être soulignés : tous les pays étaient représentés par leur chef d'Etat, tous ont reconnu le problème du climat et l'objectif à 2°C. Enfin, le dialogue Nord-Sud et le sujet de la forêt ont été introduits. Copenhague est certes un échec par rapport à nos attentes, mais en sont ressorties des choses positives sur lesquelles il faut rebondir. [...]

En progressant, on se retrouve face aux difficultés pratiques de ces politiques définies ensemble. Nous nous sommes ainsi fixés des objectifs ambitieux qui, pour les atteindre, nécessitent des ruptures : de nouveaux modes de consommation, de production, de vie. Cela nécessite de l'innovation, de l'imagination, de l'obstination, et de la précision dans les détails. »

Michèle PAPPALARDO

Commissaire au développement durable, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer





Bâtiment

LE BÂTIMENT DOIT SAUTER SUR L'OCCASION

Pour ne pas être à la traîne, le secteur du bâtiment doit relever un défi : innover et créer de nouveaux métiers. Sinon, le marché de la performance énergétique risque de lui filer entre les doigts. Et c'est le moment d'anticiper la demande, elle est dopée par les réglementations thermiques et les incitations fiscales.

Jacques RAVAILLAUT

Directeur de l'Action Régionale, ADEME

Intercommunalité

PLUS DE COMPÉTENCES POUR L'INTERCOMMUNALITÉ

Vous voulez réduire vos émissions de gaz à effet de serre ? Faites confiance à l'intercommunalité ! Plus proche des gens, il est le plus à même de déployer les petits gestes d'économie d'énergie. Et donc d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par la loi. En tant qu'échelon capable de dynamiser l'action régionale, il a bien le droit à davantage de compétences propres.



Ronan DANTEC

Adjoint au maire de la ville de Nantes et vice-président de Nantes métropole



Pôle Ressource Climat

AIDE AU DIAGNOSTIC CLIMATIQUE

Les collectivités qui souhaitent élaborer leur diagnostic climatique peuvent désormais faire confiance au Pôle Climat Régional du Nord – Pas de Calais. Cette émanation du Plan Climat propose des outils méthodologiques, diffuse des données statistiques régionales et organise des activités d'animation et la mise en réseau des territoires.

Emmanuel CAU

Vice-président développement durable et environnement – Région Nord – Pas de Calais

Emploi et Politique climatique

EMPLOI ET POLITIQUE CLIMATIQUE

10%. C'est le nombre d'emplois que les travaux d'efficacité énergétique pourraient créer à l'échelle de l'Europe. C'est une étude de la Confédération Européenne des Syndicats qui a révélé ce gisement d'emplois. Et pour 100 emplois directs créés, 17 emplois indirects seraient également créés.



Anne PANNEELS

Collaboratrice, Confédération Européenne des Syndicats

LES SRCAE, VÉRITABLE INSTRUMENT DE RÉALISATION DES OBJECTIFS CLIMATIQUES ?

Les Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) pourraient bien être une formule gagnante pour les régions, à qui ils donnent de réels moyens d'action.

Pour décliner les objectifs nationaux en région, il y a les SRCAE, lancés par le Grenelle 2. Elaborés conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional, ils créent un cadre officiel qui permet aux différentes régions d'être au diapason. Ils peuvent enfin coordonner leurs actions et accorder leurs calendriers.

Ces schémas permettent d'en finir avec l'empilement sectoriel, car ils proposent des objectifs de réduction de gaz à effet de serre adaptés aux différents secteurs d'activité. Et pour l'avenir ? Puisqu'ils organisent les stratégies climatiques locales, les SRCAE seront d'excellents repères pour les outils d'aménagement de demain. A n'en pas douter, ces SCRAE sont les instruments pour lutter à l'échelle régionale contre les effets du réchauffement climatique.

A close-up portrait of Michel PASCAL, a man with short blonde hair and glasses, looking slightly to the left. He is wearing a dark suit jacket over a light-colored striped shirt and a red tie. The background is blurred, showing what appears to be a window with blinds.

Michel PASCAL

Directeur DREAL, Nord – Pas de Calais

UN BEL EXEMPLE BELGE

Trois années de « Bâtiment Extraordinaire » à Bruxelles. Et d'immenses progrès en matière de construction de bâtiments basse consommation. Retour sur une expérience bruxelloise réussie.

Des bâtiments efficaces sur le plan énergétique, c'est bien. S'ils sont techniquement répliquables et financièrement rentables, c'est mieux. C'est un simple constat et un défi lancé par « Bâtiment extraordinaire » aux forces du marché immobilier.

Pour garantir la mobilisation des acteurs de l'immobilier, « Bâtiment extraordinaire » apportait un soutien financier et un accompagnement technique. Pour les guides dans leur action, les bâtisseurs pouvaient prendre appui sur une liste de critères, exigeants et de plus en plus exigeants. Finalement, les bâtiments sélectionnés étaient mis à l'honneur. Après trois ans d'expérience, on compte déjà plus d'une centaine de projets retenus et les résultats de l'opération ont été probants. La connaissance des objectifs énergétiques a stimulé le marché immobilier, qui a été contraint d'innover dans ses modes de construction. Et aujourd'hui, Bruxelles de 80 000 mètres carrés de bâtiments passifs ou à basse consommation. Des bâtiments sur lesquels elle peut compter : ils lui fournissent des informations cruciales sur les performances énergétiques, l'éventuel surcoût financier et la rentabilité économique réelle.

Grégoire CLERFAYT

Directeur de Cabinet-Adjoint Construction durable, Air, Energie, Climat et Economie verte, Bruxelles Capitale



LABELS BBC : UNE VRAIE RUPTURE POUR MIEUX CONTINUER.

Construire performant sans trop de surcoûts, c'est possible. Selon Catherine Bonduau, directrice d'Effinergie, il faut d'abord passer par une refonte de la construction BBC.

Les labels BBC Effinergie garantissent l'efficacité énergétique d'un bâtiment et limitent efficacement les surcoûts. Même s'ils ont toutes les honneurs, il est impératif de pérenniser ce succès. Pour poursuivre l'aventure, Catherine Bonduau préconise une rupture en six points.

Labels BBC

- 1 Définir l'enjeu : décrire clairement les enjeux et de la performance énergétique et circonscrire très précisément l'objectif de la construction.
- 2 Composer une équipe pluridisciplinaire : garantir que le bâtiment sera à la fois performant sur le plan énergétique et en accord avec les nombreuses autres logiques (coûts, architecture...).
- 3 Construire autrement : pour s'assurer de la performance du bâtiment, sa construction et dans sa mise en œuvre.
- 4 Apprendre le dialogue : favoriser les échanges entre tous les corps d'état impliqués dans la construction.
- 5 Optimiser l'exploitation : pour s'assurer de la performance d'utilisation du bâtiment.
- 6 Communiquer : sensibiliser le public et travailler sur le retour d'expérience.

Catherine BONDAU

Directrice, Effinergie ®



RT 2012 : VERS UN LABEL RÉGLEMENTAIRE ZÉRO ÉNERGIE

Le Grenelle II tire tout vers le haut... et dans le sens du 3X20. La réglementation thermique (RT 2012) est de celles-là. Avec, à la clé, un label réglementaire zéro énergie.

La RT 2005 est morte, vive la RT 2012, plus exigeante : taux minimal de vitrage d'1/6e, recours aux énergies renouvelables (EnR) en maison individuelle et exigences de performance globale nettement renforcées. Et cette RT 2012 s'attaque aux objectifs du 3X20. 1. Elle impose la limitation des besoins énergétiques. 2. Il faut composer la consommation énergétique par des énergies renouvelables. 3. Elle propose d'améliorer les équipements utilisant ces EnR pour réduire les coûts et parvenir à une meilleure rentabilité. Nouvelles et entreprenantes, ces mesures posent leurs jalons pour 2020. Parmi les actions réglementaires à mettre en œuvre, l'obligation de consommer moins d'énergie primaire que celle produite par des bâtiments neufs, véritables gisements d'EnR. Pour finir, RT 2012 prévoit l'adoption d'une directive européenne qui généraliserait aux bâtiments le label « Nearly Zero Energy ». La définition d'un label réglementaire à zéro énergie sera la suite logique de ces mesures.

Marie-Christine ROGER

Chef du bureau qualité et réglementation technique de la construction, MEEDDM



FINANCER LA CONVENTION DES MAIRES

L'inventivité financière n'est pas l'apanage des banques, les Villes aussi en font preuve quand il s'agit de s'attaquer au CO2.

Les Villes signataires de la Convention des maires s'engagent à aller au-delà de la réduction de 20 % des émissions de CO2. De nombreuses pistes de financement existent pour financer cet engagement selon Pedro Ballesteros : « tout en restant autonomes, les Villes peuvent mobiliser l'argent public pour ensuite aller chercher l'argent sur les marchés et financer des opérations dégagant des économies d'énergie ou de l'emploi » propose-t-il. Aux Villes de saisir les opportunités d'initiatives nationales (en France, le grand emprunt) ou européennes (projet CONCERTO et programme JESSICA (Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas)). Ces programmes prévoient aussi une assistance technique – réservée aux Villes signataires de la Convention des maires – pour aider les Villes à consolider en une seule opération de financement beaucoup de micro-initiatives.

A close-up portrait of Pedro Ballesteros, a middle-aged man with short, curly grey hair, wearing glasses and a suit. He is looking slightly to the left of the camera with a neutral expression.

Pedro BALLESTEROS

Administrateur principal, Commission européenne, DG TREN

RENDRE L'ARGENT MOINS CHER

« Partant du constat que les opérations faiblement rentables sont peu finançables, il faut rendre l'argent moins cher : c'est tout l'intérêt de l'éco-PTZ ou des prêts bonifiés.

Deuxième idée : valoriser les certificats d'économie d'énergie, en les adossant à une opération de financement par exemple.

Troisième piste : faire porter l'endettement par une structure dédiée (SCI ou SEM), éventuellement co-financée par le privé. [...] La Caisse d'Épargne planche aussi sur l'utilisation des prêts CAF lors de travaux de réhabilitation, sur la sobriété énergétique (avec Effinergie), sur les smart grid. Quelle est la préoccupation du banquier sur ces sujets ? La garantie. L'Ademe pourrait monter un fonds de garantie pour le risque du surplus de travaux que supportent les bâtiments Effinergie. [...] Sur les 17 filières de la croissance verte, seules 2 sont correctement couvertes par les assurances. Sans assurances, le marché ne peut pas correctement se développer. Il y a de la place pour des assureurs innovants ! ».

A close-up, profile view of a man with short brown hair, wearing a dark suit jacket, a light blue shirt, and a dark tie. He is looking towards the left of the frame with a neutral expression.

Arnaud BERGER

Responsable développement durable, Groupe BPCE

MONTAGE GAGNANT

La SED Haute-Savoie a créé deux sociétés pour y voir clair dans les responsabilités et les bénéfices.

Le montage imaginé par la SED Haute-Savoie fera à coup sûr des émules. Pour lancer un réseau de chaleur et du solaire photovoltaïque, l'aménageur a choisi de créer deux sociétés, Solaire des Alpes et Chaleur des Alpes. EDF a pris une participation dans la première, le groupe IDEX dans la seconde. Grâce aux contrats établis entre les parties prenantes, la SED transfère la charge d'investissement et le risque d'exploitation. « La chaufferie, par exemple, est dimensionnée pour 800 logements, pas moins : le système oblige donc les promoteurs à se raccorder au réseau » explique Philippe Goyou-Beauchamps. Et pour une fois, les gains réalisés suite aux efforts de maintenance des équipements récompensent le maître d'ouvrage.



Philippe GOYOU-BEAUCHAMPS,

Directeur société d'aménagement SED Haute-Savoie

Norbert MIMOUN, *Directeur du développement, EDF Collectivités*

ET 20, ET 30, ET 100 % DE BAISSSE

4 réponses sur la mobilité qui tombent sous le sens.

Un trajet en co-voiturage, c'est tout bonnement 100 % de baisse de consommation de CO2. Des réponses sur la mobilité comme celle-là qui semblent tomber sous le sens, Bruno Marzloff en voit 4. Premier type de réponse, les actions sur la voiture elle-même, comme la prime CO2 et l'arrivée de la voiture électrique. Deuxième cible, les usagers, qui deviennent partie prenante. Faire autant de déplacements en diminuant les consommations, c'est possible avec le report modal, les transports alternatifs, l'auto-partage, le co-voiturage, et surtout avec des usagers qui passent à une mobilité 2.0 où le partage d'information est crucial. Troisième pan d'actions, la mobilité globale : la e-santé, la e-formation, le e-commerce, le télé-travail font aussi gagner du CO2. Enfin, Bruno Marzloff vise les foyers inflationnistes de déplacements. En Ile-de-France, où 50 % des déplacements se fait en voiture, la croissance du trafic est découplée de celle de la population. Aux aménageurs ici de contenir l'éparpillement territorial et la consommation effrénée de l'espace. En France, 160 hectares de campagnes sont mangés chaque jour par la ville...

Bruno MARZLOFF

Sociologue, groupe Chronos



PPP : UN « AVANT » ET UN « APRÈS »

Le contrat de partenariat ouvre la voie à des réductions substantielles de CO2 et en consommations d'énergie : il ne reste qu'à le populariser.

Les collectivités attendent les entreprises de facility management comme Cofely pour réduire leurs dépenses énergétiques. Ces entreprises sont intéressées financièrement pour tout gain au-delà de l'objectif fixé dans le contrat. Pour garantir les résultats et gagner 30 à 40 % d'efficacité énergétique sur le chauffage, l'électricité, ou le traitement des eaux, il faut souvent investir : toucher au bâti, installer une chaufferie bois ou mener des actions de sensibilisation des usagers. Ce qui n'est autorisé pour les prestataires que depuis l'apparition du contrat de partenariat. « Les partenariats public-privé ont ouvert la voie, mais il faut aller encore plus loin pour atteindre les 3*20 » explique Pierre Guyard. Car le fameux PPP manque encore de souplesse, notamment en imposant à la collectivité d'externaliser le financement. Pierre Guyard, par ailleurs élu en Ile-de-France, propose un mode juridique qui permettrait d'allier investissement et exploitation... afin d'emporter l'adhésion massive des collectivités.

Pierre GUYARD

Directeur des marchés collectivités habitat, COFELY, groupe GDF SUEZ





Public-privé - Financement

SOLUTIONS PUBLIC-PRIVÉ

Oui, l'emprunt qui finance un éclairage public plus cher et moins énergivore dans le temps est une bonne idée. Et ce sont des solutions public-privé qui construiront une offre de produits adaptés, qui font encore défaut aujourd'hui.

Baudouin RUYSEN

DGAS, finances et programmation, Ville de Besançon

Transport collectif

LE MARKETING VOUS TRANSPORTE

Un exemple à suivre : la communauté d'agglomération du Grand Besançon et l'entreprise de transports collectifs Keolis ont utilisé les techniques de marketing direct pour recruter 150 nouveaux abonnés en 2009. Comme eux, faites appel à des financements européens pour lancer votre propre campagne enchaînant questionnaires, bons d'essai gratuits, et relances téléphoniques : <http://marketingpublictransport.eu>.



Sandrine NASCIMENTO

Grand Besançon et Florence ALHEILY, Keolis



Effacement - chauffage

LE CONSOMMATEUR PRODUCTEUR DU SAINT COMBUSTIBLE

Le Sigeif démontre tout l'intérêt de la technique d'effacement en matière de gaz ou d'électricité. Le principe est simple : le consommateur final d'énergie limite momentanément sa consommation à des heures où les producteurs peinent à fournir la demande.

Nicolas BISSON et Réza MERALLI

SIGEIF

ÇA VA MIEUX EN LE DISANT

Conseils de pro pour régime minceur énergétique.

Dans le cas du chauffage résidentiel, celui qui veut réduire ses consommations peut bénéficier de (trop) nombreuses options. Alors, Rémy de Freitas remet de l'ordre dans les conseils pratiques : commencer par isoler les combles, le meilleur rendement par euro investi... et de loin. Se pencher ensuite sur l'isolation par l'extérieur – quand la configuration du lieu le permet – et sur l'isolation par l'intérieur. Etudier enfin l'investissement dans une VMC double flux et une chaudière à condensation. Selon lui elle sera idéalement à granulés bois.

Chauffage



Rémy de FREITAS

Étudiant en génie thermique et énergie

Sobriété énergétique

« SOBRIÉTÉ PLUS QU'EFFICACITÉ »

« Le 3*20 évoque l'efficacité énergétique. Je trouve que la sobriété apporte plus de réponses que l'efficacité énergétique. L'innovation technologique, l'utilisation des meilleures techniques disponibles, pour moi, c'est cela l'efficacité énergétique. Mais les connaisseurs savent très bien que l'on aura beau concevoir le plus beau bâtiment passif du monde, si le comportement de l'utilisateur est inadapté, les performances de consommation énergétique ne seront pas au rendez-vous en fin d'année. Tandis que la sobriété énergétique appelle un travail sur les comportements, sur les valeurs et sur les usages : ce travail-là laisse beaucoup plus de marge de manœuvre pour atteindre le 3*20 ».

Sylvain GODINOT

Agence locale de l'énergie de Lyon



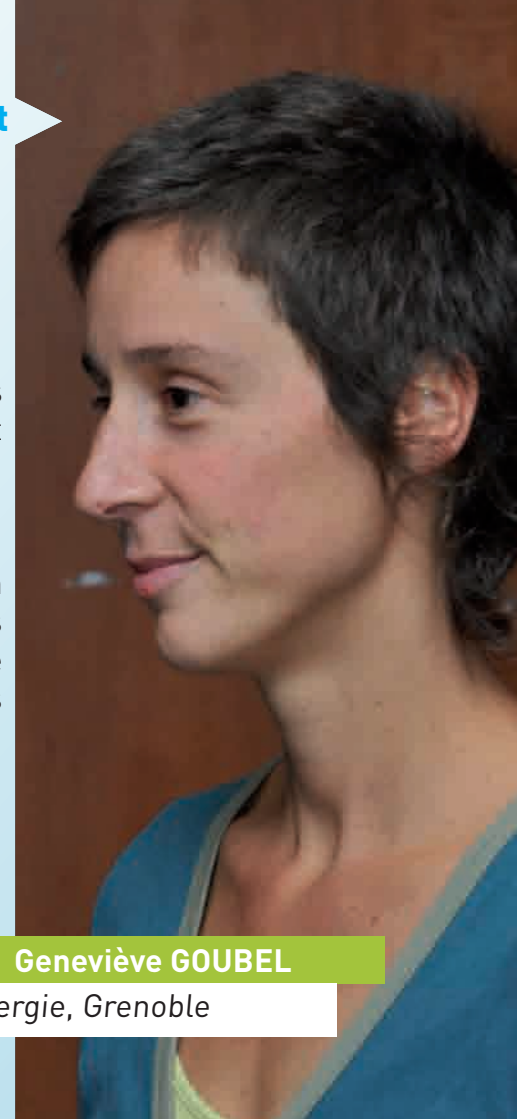
3*20 : MÊME PAS CAP !

L'ALE de Grenoble aide à traduire les objectifs en actions.

Des objectifs affichés en début de programme avec force, convictions et communications... mais jamais atteints dans les faits. Le plan climat n'échappe pas à ce risque. L'Agence locale de l'énergie propose d'être la mouche qui pique le coche dans le déroulement d'un plan climat. Tableau de bord et indicateurs, contrôle des chiffres, affichage des résultats, récupération de données auprès des fournisseurs d'énergie, validation des méthodes de calcul, mise en œuvre du plan d'action : l'ALE suit dans le temps, accompagne, aiguille les collectivités volontaires. Elle redonne aussi de l'énergie à des partenaires qui luttent contre leurs meilleurs ennemis : l'inertie et l'usure du temps !

Geneviève GOUBEL

Agence locale de l'énergie, Grenoble



BONNE NOUVELLE, MOINS DE VOITURES

Les études de Vincent Kaufmann sont riches d'enseignements sur le couple transport-urbanisme. Ainsi, la voiture reste généralement (62 %) le moyen de transport le plus rapide. Autre donnée, si l'entreprise installe un parking sur le lieu de travail, les salariés prennent plus facilement leur véhicule. Dans ces conditions, difficile de valoriser les transports en commun.

Les observations prouvent que les comportements ont tout de même évolué positivement. A Toulouse par exemple, entre 1994 et 2003, la proportion d'automobilistes exclusifs a chuté de 36 % à 26 %, tandis que le nombre d'écologistes civiques, prenant activement les transports en commun, est passé de 2 % à 10 %.

Vincent KAUFMANN

Enseignant-chercheur, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne



CONTRAINdre L'AUTOMOBILISTE

A Nantes, l'objectif est d'utiliser la voiture au bon moment et à bon escient. Le plan de déplacement urbain nantais entend compliquer l'existence des automobilistes... Il sera de moins en moins facile de traverser la ville au volant de son véhicule, de plus en plus facile de pratiquer l'autopartage. La chasse au stationnement pour redonner de l'espace à la marche est déclarée, le vélo est promu grâce à la lutte anti-vols et l'aménagement de pistes cyclables.



Eric CHEVALIER

Directeur des déplacements, communauté urbaine de Nantes

RENVERSER LA PERSPECTIVE

Pour favoriser les transports en commun, Yves Contassot propose de reléguer la voiture dans les parkings fermés : à Paris, 30 % d'entre eux sont vides. Il s'agit de changer de conception, car une voiture passe les neuf dixièmes de son temps... en stationnement. D'où l'idée d'appliquer des tarifs de stationnements dégressifs. Une fois l'espace public extérieur libéré, il devient possible d'aménager des centres de mobilité, avec location de vélos, autopartage ou achat de tickets de métro.

Yves CONTASSOT

Conseiller de Paris, Président de la Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement de la Ville de Paris



LE SCÉNARIO DU PIRE

Pour être sûr de ne omettre aucun sujet, des études envisagent ce que l'on appelle un « worst case scenario ». Il s'agit de trouver des solutions pratiques face à la situation la plus extrême. Objectif : en déduire un modèle reproductible. Dans le cas de l'électricité, on peut par exemple analyser la situation japonaise, la pire qui soit : une île sans ressource en énergie et exposée aux risques sismiques. Donc si le Japon peut à terme devenir autonome en énergie, chaque pays est en mesure de le faire.



Marc JEDLICZKA

Vice-président du CLER et directeur d'Hespul



Véhicule électrique

DE L'ÉLECTRIQUE PARTOUT

Les recherches menées dans le domaine des transports électriques n'oublent aucun véhicule : vélo, scooter, minibus et même bateaux. Sans oublier les bus-biberons, capables d'une grande autonomie en se rechargeant à chaque arrêt ou chaque station...

Igor CZERNY

Directeur Transports et véhicules électriques, EDF

Copenhague

MOINS 20 % : FACILE !

Techniquement, atteindre les moins 20 % n'est pas si difficile si l'on suit la Ville de Paris, qui s'est d'ailleurs fixée moins 25 %. Tout tient aux moyens mis en œuvre par la collectivité.



Denis BAUPIN

Adjoint au maire, Ville de Paris

DES COMPTEURS INTELLIGENTS

Les compteurs électriques deviennent intelligents, c'est-à-dire qu'ils sont désormais couplés à des infrastructures de communication. Grâce à ces outils, qui remplaceront à terme nos compteurs bleus, les clients pourront suivre régulièrement et en détail leur consommation. Ils seront en mesure de réduire leur facture. Et donc d'aller dans le sens de l'efficacité énergétique.

A close-up, profile view of a man with short brown hair and blue eyes, looking towards the left. He is wearing a dark suit jacket over a blue and white striped shirt. The background is a plain, light-colored wall.

Gilles BOURGAIN

Direction recherche innovation, GDF SUEZ

PLAN CLIMAT

En 2005, le 1^{er} Plan Climat National voit le jour à Grenoble. La Communauté d'Agglomération a mobilisé son territoire et prioriser ses actions avec les moyens d'une collectivité locale en y associant sa population, ses artisans, ses bailleurs sociaux, espérant ainsi jouer un rôle de catalyseur.

Nos objectifs à 2014 sont d'atteindre les 14% d'économies d'énergie et les résultats actuels sont encourageants.

Nous attendons beaucoup du Grenelle 2 pour donner du dynamisme à nos actions.



Jean-Marc UHRY

Vice-président de la communauté d'agglomération de Grenoble Alpes métropole

12^{ème} édition

des Assises de l'Énergie

du climat et de l'air

25, 26 et 27 janvier 2011

Grenoble

Urbanisme et mobilité

Toute l'info sur :

www.assises-energie.net

Avec l'accompagnement de :

Energie@Cités

Avec le soutien de :



Conception et réalisation : Direction de la communication et des TIC de la Communauté urbaine de Dunkerque



Imprimé sur papier recyclé